

# COMMISSION LOCALE D'INFORMATION AUPRES DU CNPE de DAMPIERRE-EN-BURLY

ASSEMBLEE PLENIERE DU 21 JANVIER 2016

Liste des présents

## Membres à voix délibérative

Collège des élus (20/30) :

Claude de GANAY  
Alain FOURCAULT  
Nadine QUAIX  
Thierry SOLER  
Gérard BOUDIER  
Nadine MICHEL  
Pascal MENOUVRIER  
Serge MERCADIE  
Michel TINDILLERE  
Jean-François DARMOIS  
Michel RIGAUX  
Fabrice LEBAS  
Francis BURET  
Didier BERRUE  
Philippe NICOLAS  
Florence CLERTE  
Gilles BURGEVIN  
Michel AUGER  
Martine HOSRI  
Yvette BOUCHARD

Président  
Vice-Président  
Conseil départemental du Loiret  
Conseil départemental du Loiret  
Les Bordes  
Les Bordes  
Les Choux  
Dampierre-en-Burly  
Gien  
Névoy  
Ouzouer-sur-Loire  
Poilly-lez-Gien  
Saint-Benoît-sur-Loire  
Saint-Père-sur-Loire  
Coullons  
Saint-Gondon  
Saint-Benoît  
Bonnée  
Orléans  
Saint-Père-sur-Loire

Collège non élus (10/26)

Philippe PERRUCOT  
Philippe VERDIER  
Christiane FRANCHINA  
André COPIN  
Jean-Pascal MONNIER  
Gérard MAHAUD  
Georges KIRGO  
Jean COLY  
Commandant Gilles MAZET  
Marie LEGUAY

ACIRAD-Centre  
ACIRAD-Centre  
CCI du Loiret  
SFEN Val de Loire  
DDPP  
UFC-Que choisir  
UDAF  
ARS  
SDIS 45 – OSPP Dampierre  
Chambre d'agriculture et Jeunes  
agriculteurs 45

## Membres à voix non délibérative

Exploitant EDF

Patrice RISCH  
Pascal BRAILLY  
Auréli FOLLENFANT  
Wilfried HUET

Directeur du CNPE  
CNPE – Chef MSQ  
CNPE – Chef mission communication  
Prestataire externe CNPE

Autorité de sûreté nucléaire Rémy ZMYSLONY

Division d'Orléans

Secrétariat

Roland LEROUXEL  
Maud MICHEL

CD45  
CD45

# Compte rendu

## 1. Bilan 2015 du CNPE et perspectives 2016

---

*M. Patrice RISCH (EDF - Directeur CNPE)*

### ➤ Sûreté

Événements : - 2 ESS niveau 1 (événements significatifs pour la sûreté) et 1 générique parc  
- 25 écarts (contre 28 en 2014)

Inspections : 19 inspections de l'ASN et 1 évaluation OSART (AIEA) pendant 3 semaines

AAR : 1 arrêt automatique réacteur le 04/12/2015 (idem 2014), qui a engendré 1,5 jour de non production

Globalement, les objectifs 2015 ont été atteints dans le domaine de la sûreté en 2015.

### ➤ Production

2015 est la meilleure année de production, avec 25,58 TWh (le précédent record datait de 2010 et s'établissait à 24,8 TWh).

Ceci tient principalement à une maîtrise des arrêts de tranche (moins 7 jours par rapport au planning prévu).

### Echanges avec la salle

Un membre de la CLI demande quelle est la production optimale de la centrale de Dampierre.

M. Risch répond qu'elle pourrait produire jusqu'à 28 TWh, mais la quantité d'énergie produite ne dépend pas que du CNPE, celui-ci n'étant pas appelé à produire en permanence à 100% de sa capacité (production en fonction de la demande).

Un autre membre demande si le changement de rotor en 2015 a joué un rôle dans l'augmentation de la production observée.

M. Risch répond que, en effet, le nouveau rotor permet de produire environ 30 MWh/an en plus.

### ➤ Maintenance

4 arrêts en 2015 (2 visites partielles et 2 arrêts pour simple rechargement), ayant nécessité 184 jours d'arrêts, soit 7 jours d'arrêts de moins que prévu initialement au planning.

### ➤ Sécurité

Taux de fréquence = 3,2 (nombre d'accidents / nombre de millions d'heures travaillées).

14 accidents avec arrêt de travail, mais pas d'accident grave. Il s'agit d'accidents se situant avant ou après l'activité (de plain-pied ou de manipulation).

L'objectif pour 2016 est que le taux de fréquence soit inférieur à 3.

### ➤ Radioprotection

La dosimétrie est en baisse depuis 2 ans car les travaux de maintenance décennale sont terminés : 2,6 h.Sv en 2015.

La dosimétrie représente l'ensemble des doses cumulées reçues par les salariés, exprimée en h.Sv (homme.Sievert)

La dose maximale autorisée est de 1 mSv/an pour le grand public et de 20 mSv/an pour les personnes travaillant dans le domaine du nucléaire. EDF se fixe un seuil à 16 mSv/an pour son personnel.

Le CNPE de Dampierre compte 1500 agents employés par EDF. En comptant les personnels prestataires, le nombre de travailleurs est d'environ 2600. La dose reçue par les personnes travaillant à Dampierre a donc été d'environ 1 mSv chacun en 2015, soit l'équivalent de la dose maximale « grand public ».

#### ➤ Environnement

Aucun dépassement des limites réglementaires n'a été mesuré en 2015.

Les déchets non dangereux du site (déchets banals : papiers, cartons, plastique...) ont été valorisés à 94% en 2015. Le taux de valorisation de ces déchets est > à 90% depuis plusieurs années.

#### ➤ Ressources humaines

87 personnes ont été embauchées en 2015. Une partie de ces embauches a permis de compléter la FARN (force d'action rapide nucléaire), qui compte 70 personnes à Dampierre.

#### Echanges avec la salle

Un membre de la CLI demande si les embauches sont des embauches de personnels en plus ou si elles ont servi à remplacer des départs à la retraite.

M. Risch répond que les embauches ont servi, en partie, à remplacer des départs à la retraite.

La formation du personnel est un point important pour le CNPE. Un campus est en cours de finalisation à Dampierre : simulateur, maquettes, chantier école...

#### ➤ Ressources financières

En 2015, les investissements du CNPE ont représenté un montant de 153 M€, dont 24 M€ auprès d'entreprises locales et régionales.

#### Echanges avec la salle

M. Gérard MAHAUD (UFC-Que Choisir) demande si cette somme comprend l'achat de combustible.

M. Risch répond qu'il s'agit du budget de fonctionnement hors achat de combustible et hors charges de personnel.

Un autre membre de la CLI demande d'où proviennent les ressources financières du CNPE.

M. Risch répond que ces ressources sont issues de négociations avec les instances nationales d'EDF.

#### ➤ Modifications post-Fukushima

Les travaux réalisés en 2015 ont été les suivants :

- Mise en place sur les 4 tranches de systèmes permettant de réalimenter les piscines de stockage combustible par la Force d'Action Rapide Nucléaire (FARN) ;
- Mise en place sur les 4 tranches de systèmes permettant de réalimenter les réservoirs d'eau borée PTR par la FARN ;

- Mise en place de systèmes sur les 2 réservoirs SER permettant le prélèvement d'eau par des moyens autonomes ;
- Réception de 2 compresseurs d'air supplémentaires autonomes de façon à disposer d'un compresseur/tranche ;
- Gréement des 4ème et 5ème équipes FARN ;
- Essais de pompage en nappe décalés en janvier 2016.

### ➤ **Perspectives 2016**

En 2016, il est prévu de réaliser 2 visites partielles et 2 arrêts pour simple rechargement :

- **19/03/2016** : visite partielle de la tranche 2 → Durée cible = 69 jours, environ 1350 intervenants

Opérations prévues :

- Rechargement du combustible avec ¼ de combustible neuf
- Nettoyage préventif des générateurs de vapeur
- Epreuve hydraulique du RRA
- Changement d'une partie de la ligne d'arbre du groupe turbo-alternateur (Retrofit)
- Remplacement du transformateur de sous-tirage

- **11/06/2016** : visite partielle de la tranche 4 → Durée cible = 49 jours, environ 1350 intervenants

Opérations prévues :

- Rechargement du combustible avec ¼ de combustible neuf
- Epreuve hydraulique du RRA
- Remplacement de 30 chaufferettes du pressuriseur
- Remplacement du transformateur de sous-tirage

- **13/08/2016** : ASR tranche 1 → Durée cible = 24 jours, environ 850 intervenants

Opérations prévues :

- Rechargement du combustible avec ¼ de combustible neuf

- **24/09/2016** : ASR tranche 3 → Durée cible = 24 jours, environ 850 intervenants

Opérations prévues :

- Rechargement du combustible avec ¼ de combustible neuf

### **Echanges avec la salle**

M. Gérard MAHAUD demande si ces opérations seront réalisées par des intervenants extérieurs.

M. Risch répond que ces travaux seront réalisés par des intervenants du CNPE et des intervenants extérieurs. Il précise que le site compte environ 350 intervenants extérieurs (prestataires) permanents.

### ***Modifications post-Fukushima prévues en 2016 :***

- Essais de pompage en nappe phréatique afin de valider la solution retenue concernant l'appoint ultime ;
- Travaux préliminaires pour la construction des Diesels d'Ultime Secours ;
- Réception de 2 motopompes supplémentaires alimentées par les groupes électrogènes GE-LLS (injection directe d'eau borée dans le cœur) ;
- Renforcement des moyens de télécommunications par un réseau satellite ;
- Alimentation électrique de la ventilation des salles de commande sur piège à iode secourue par les GE-LLS.

M. Kirgo demande pourquoi les diesels à mettre en place sont qualifiés « d'ultime secours ».

M. Risch répond qu'il existe déjà deux diesels de secours par réacteur pour prendre le relais de l'alimentation en cas de besoin. Des diesels supplémentaires, largement surdimensionnés, sont également présents en redondance de ces diesels. Les diesels à mettre en place constitueraient donc un troisième niveau de secours, d'où l'appellation « d'ultime secours ».

M. Mahaut demande si la FARN présente à Dampierre est dédiée uniquement à ce site.

M. Risch répond qu'il existe quatre sites en France qui disposent d'une FARN (Paluel, Dampierre, Civaux et Bugey). Chaque FARN est donc capable d'aller sur tous les sites français. Ce sont les plus proches de l'accident qui sont envoyées.

L'objectif est de pouvoir traiter une centrale à 6 tranches (le maximum qui existe en France) ; pour cela, il était nécessaire de disposer de quatre colonnes de FARN capables d'agir seules ou ensemble en fonction des besoins.

M. Zmyslony rappelle que les ouvrages construits suite aux décisions « post Fukushima » de l'ASN ont été dimensionnés par rapport à des événements qui ne se sont jamais produits en France. Par exemple, les DUS sont calculés à la résistance aux vents pour des tornades tropicales.

## **2. Bilan 2015 des contrôles de l'ASN et prévisions 2016**

---

*M. Rémy ZMYSLONY (ASN – division d'Orléans)*

### **➤ Contrôles 2015**

En 2015, l'ASN a réalisé sur le site de Dampierre :

- 19 inspections, représentant 26 jours d'inspection au total. Des contrôles ont notamment été faits lors des chantiers (visites partielles, arrêts pour simple rechargement), dont plusieurs jours d'inspections inopinées ;
- 2 inspections réactives, pour approfondir les explications sur des incidents signalés ; 1 accident avec blessé le 28/09/2015, 1 arrêt fortuit du réacteur n°2 le 08/06/2015 ;
- Une visite de surveillance du SIR (service d'inspection reconnu) : il s'agit d'agents du CNPE mais qui réalisent des contrôles des équipements sous pression par délégation de l'ASN, après un audit de reconnaissance renouvelé tous les trois ans. Ce service est régulièrement contrôlé par l'ASN pour valider leur reconnaissance.
- Une supervision de l'APAVE : c'est l'organisme agréé qui est contrôlé, dans le cadre d'une intervention réalisée sur le CNPE.

En particulier, les actions de l'ASN en 2015 ont porté sur :

- Le suivi des 4 arrêts de réacteurs programmés en 2015 (2 visites partielles et 2 ASR). Le suivi des arrêts de réacteurs représente 50% de l'activité de l'ASN.
- L'examen des dossiers d'incidents et de modifications :
  - Opération de traitement des effluents issus du nettoyage préventif des GV du réacteur n°1 ;
  - Entreposage de déchets issus de la maintenance des aéroréfrigérants ;
  - Modification du parc à gaz SGZ (stockage d'azote et d'hydrogène) vis-à-vis du risque d'explosion interne.

### **Echanges avec la salle**

M. Jean COLY (ARS Centre-Val de Loire) demande si le SIR est spécifique d'un site précis.

M. Zmyslony répond qu'effectivement chaque site dispose d'un SIR. A Dampierre, le SIR est composé de 6 personnes. Il y a des contrôleurs de différents niveaux selon les habilitations. L'ASN s'assure également de la pérennité de l'action en cas de mutation des agents du SIR.

M. Gérard MAHAUD demande s'il y a eu beaucoup de tubes bouchés au niveau des générateurs de vapeur.

M. Zmyslony répond que les tubes sont assez peu bouchés à Dampierre (moins de 3 %) car les générateurs de vapeur ont été changés récemment, ce qui n'est pas le cas dans d'autres centrales, comme celle de Belleville notamment ou les réacteurs 3 et 4 de Chinon.

M. Gérard MAHAUD demande si le nettoyage diminue l'efficacité et augmente la corrosion des tubes.

M. Zmyslony répond que le nettoyage a uniquement comme objectif de maintenir le coefficient d'échange (notamment en situation incidentelle où les GV doivent continuer à évacuer la chaleur résiduelle du réacteur) mais n'a pas d'impact sur la corrosion.

Au total, en 2015, 37 événements significatifs ont été déclarés à l'ASN :

- 27 événements significatifs de sûreté (en baisse depuis 2011)
- 5 événements significatifs « environnement » (en légère augmentation depuis 2012)
- 5 événements significatifs « radioprotection » (stable depuis 2012).

### ➤ Prévisions 2016

Les interventions notables prévues par l'ASN pour l'année 2016 concernent :

- Le contrôle des arrêts de réacteurs (2 visites partielles et 2 ASR) ;
- L'instruction des dossiers de modifications en cours pour 2016 :
  - Opérations de sablage des manchettes de raccordement des conduites « Bonna » du circuit CRF du réacteur n°4 et revêtement des plaques tubulaires du condenseur du réacteur n°2 ;
  - Opération de traitement des effluents issus du nettoyage préventif des GV du réacteur n°2 ;
- L'instruction des conclusions des réexamens de sûreté suite aux visites décennales (tranches 3 et 4) ;
- L'instruction des dossiers de modifications post-Fukushima.

### Echanges avec la salle

M. Kirgo demande quelles sont les échéances pour réaliser les modifications demandées suite à l'accident de Fukushima.

M. Risch répond que, pour la centrale de Dampierre, des travaux sont programmés dans ce cadre jusqu'en 2024.

M. Zmyslony précise que certaines échéances sont déjà dépassées et les actions concernées réalisées.

## **3. Information sur les événements de niveau 1**

### ***M. Pascal BRAILLY (CNPE – chef MSQ)***

**Événement significatif générique de niveau 1** : déclaration par EDF à l'ASN le 12/11/2015 d'un écart de conformité sur les tuyauteries du circuit de refroidissement intermédiaire (sur 28 réacteurs de 900 MW).

Les matériels de la centrale sont qualifiés (classés) lorsqu'ils permettent (ou peuvent affecter en cas d'indisponibilité) le contrôle des fonctions de sûreté. Ces matériels doivent fonctionner lors d'événements (accident, séisme...).

C'est le cas pour le circuit de refroidissement intermédiaire (RRI), qui refroidit notamment les joints des pompes qui permettent la circulation de l'eau dans le réacteur, ainsi que la piscine du combustible usé.



La qualification au séisme est basée sur le bon fonctionnement dans le cas d'un séisme 2 fois supérieur au Séisme Maximal Historiquement Vraisemblable (SMHV) le plus élevé pour le palier. C'est le Séisme De Dimensionnement (SDD).

A Dampierre, le dimensionnement a été réalisé à partir du séisme le plus important enregistré dans le secteur (séisme de 1933 à Tigy – magnitude 4,2 sur l'échelle de Richter) affecté d'un coefficient multiplicateur et situé au droit du site.

Après calcul, EDF n'a pas pu démontrer qu'une partie du circuit (supports de tuyauteries) supporterait un séisme de ce niveau ; il existerait alors un risque de fuite.

A partir de 2016, des modifications de l'installation seront entreprises pour renforcer les supports de tuyauteries concernés sur tous les sites (durée prévue des travaux = 2 ans).

### Echanges avec la salle

Un membre de la CLI demande si ce problème a été détecté au niveau national.

M. Brailly répond qu'effectivement ce problème a été détecté au niveau national et qu'il concerne plusieurs sites en France.

## **4. Campagne iode de janvier 2016**

---

La campagne d'information de la population a commencé le 11/01/2016. Deux réunions publiques ont été organisées : 30 personnes ont assisté à la première réunion, mais seulement 6 personnes à la seconde.

M. Fourcault déplore le peu de monde présent lors de ces réunions publiques pour lesquelles plusieurs personnes des autorités se sont déplacées.

### *M. Rémy ZMYSLONY (ASN – division d'Orléans)*

Chaque personne habitant dans un rayon de 10 km autour de la centrale recevra un courrier à son domicile avant les vacances de février pour l'inviter à venir chercher ses comprimés d'iode en pharmacie. Un rappel sera également fait pour ceux qui ne seront pas venus retirer leurs comprimés à l'issue du premier courrier.

Les personnes seront incitées à ramener leurs anciennes boîtes de comprimés d'iode, afin d'éviter une confusion entre les boîtes neuves et les boîtes périmées (boîtes identiques) et d'assurer une destruction conforme à la réglementation des comprimés périmés. De plus, ne pas retrouver les anciennes boîtes doit conduire les personnes concernées à choisir un meilleur endroit de stockage pour les nouvelles.

Deux réunions ont été organisées en 2015 pour les pharmaciens et les maires des communes situées dans un rayon de 10 km, pour les informer de cette campagne et les inciter à relayer l'information envers leur population (via les bulletins municipaux) ou leur clientèle, et notamment pour les nouveaux habitants.

Une information particulière doit être donnée aux personnes qui accueillent d'autres personnes à leur domicile (assistantes maternelles...) ou dans leur établissement (industriels, artisans, commerçants, salles de spectacle...), ou qui ont des personnes sous leur responsabilité (maisons de retraite, écoles...). Ces personnes doivent disposer de comprimés pour le nombre de personnes correspondant à la capacité d'accueil de leur établissement.

La presse sera également impliquée pour relayer l'information.

Les courriers envoyés seront à en-tête de l'ASN, d'EDF et de la préfecture, et seront plus précis que lors de la précédente campagne de 2009.

M. Risch précise en outre qu'un appel aux médias a été fait pour relayer la campagne, ainsi qu'aux maires pour qu'ils la relayent dans leur bulletin municipal.

### Echanges avec la salle

Un membre de la CLI demande si l'Education Nationale a été informée de cette campagne.

M. Zmyslony répond que l'Education Nationale a bien été informée et que les directeurs d'écoles doivent normalement être au courant de ce qu'ils doivent faire.

## **5. Questions diverses – échanges avec la salle**

---

Un membre de la CLI demande si la mesure des impacts environnementaux concerne des impacts moyens ou des pics.

M. Risch répond que les résultats des analyses réalisées indiquent que les impacts annuels cumulés (donc hors pics) sont très en-deçà des limites réglementaires annuelles.

Un autre membre demande si les alluvions de la Loire sont également analysées.

M. Risch répond que 20 000 mesures sont réalisées chaque année sur différents supports (air, lait...). De plus, tous les 10 ans, une comparaison est faite par rapport à l'état zéro (mesures faites avant la construction de la centrale).

M. Zmyslony indique qu'une décision est en cours d'élaboration par l'ASN sur les rejets de légionelles au niveau des tours aéroréfrigérantes. Il ajoute que le seuil de rejet va être abaissé pour ce paramètre. Cette décision pourrait conduire le CNPE à mettre en place un traitement sur les réacteurs 2 et 4 (les réacteurs 1 et 3 sont déjà équipés) à l'issue d'une procédure de modification des autorisations de rejet et de prélèvement sur laquelle la CLI sera consultée.

M. Perrucot (Acirad-Centre) déclare qu'il serait intéressant de réaliser un état zéro épidémiologique et/ou un registre des cancers pour pouvoir évaluer l'impact d'un éventuel accident, et propose que la CLI fasse cette demande.

M. Zmyslony indique que les études épidémiologiques sont très longues et compliquées à mener, et que les résultats seraient connus dans 15 ou 20 ans, soit probablement après la fin d'activité de la centrale. Ces études sont par contre particulièrement pertinentes après un accident et celle de Fukushima a été lancée immédiatement, contrairement à Tchernobyl quelques années auparavant.

Il ajoute que cette question a déjà été abordée lors d'une CLI en 2014 (cf. annexe).

M. Lerouxel ajoute que ce type d'étude a un coût, dont la charge reviendrait, au moins en partie, au Département. Un accord préalable des élus départementaux serait donc nécessaire.

M. Mahaud indique qu'une comparaison pourrait être faite avec des zones qui n'ont pas de centrale nucléaire sur leur territoire.

M. Zmyslony répond que cette comparaison est délicate étant donné que la radioactivité naturelle (Bretagne, Limousin...) risque d'engendrer un biais dans les comparaisons. Il ajoute que les normes ont été fixées à des seuils suffisamment bas pour ne pas induire l'apparition de cancers, et que des études de ce type en place depuis plusieurs années, autour de l'usine de la Hague par exemple, ne sont pas conclusives.

M. Mahaud réplique que personne n'a pu prouver que des rejets très faibles n'ont pas d'impact à long terme sur l'apparition de cancers.



M. Soler (Conseiller départemental du Loiret) ajoute qu'il lui semble pertinent de fixer un point zéro sur les cancers actuels, pour pouvoir faire une comparaison après un éventuel accident.

M. Zmyslony indique que l'IRSN était intervenue lors d'une CLI il y a 2 ou 3 ans pour évoquer cette question, et qu'il serait utile de rediffuser le compte-rendu de cette CLI à l'ensemble des membres.

Concernant la campagne iode, M. Soler fait un constat d'échec étant donné le peu de personnes présentes lors des réunions publiques. Il indique être sceptique sur le rayon de 10 km autour de la centrale et préconise d'élargir ce rayon pour l'information des médecins compte tenu de la faible démographie médicale dans le Loiret : ceci permettrait de toucher davantage de personnes. Et si on se limite à 10 km, ne faudrait pas appeler individuellement chaque habitant.

M. Risch précise qu'il va y avoir un courrier individuel à chaque habitant du rayon de 10 km. Il estime qu'entre la presse, les réunions publiques, les bulletins municipaux et les courriers individuels, l'ensemble des habitants concernés aura été informé.

## **6. Présentation du fonctionnement d'une centrale nucléaire**

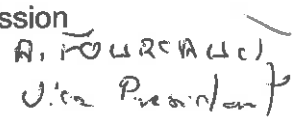
Un diaporama est présenté aux membres de la CLI pour expliquer le fonctionnement d'une centrale nucléaire de type REP (réacteur à eau pressurisée).

**PROCHAINE REUNION : jeudi 26 mai 2016 à 09h30 à Orléans (Hôtel du Département – Salle des Délibérations)**

à Orléans le 22 février 2016

Le Président de la commission

  
Claude de GANAY

  
A. FOURCAULT  
Vice Président

le 21 / 03 / 2016

# ANNEXES

## 1/ Travaux prescrits à EDF (post-Fukushima)



## 2/ Question sur les études épidémiologiques posée lors de la CLI du 16/06/2014

Question de M. Georges KIRGO (UDAF Loiret)

L'ASN engage-t-elle des études épidémiologiques ou bien n'est-ce pas de son ressort ? Les rayonnements ont-ils une conséquence sur la population ?

Rép. de M. Rémy ZMYSLONY (ASN)

Il n'entre pas dans les compétences de l'ASN de lancer des études épidémiologiques dans le domaine nucléaire, par contre l'ASN accompagne le Ministère de la Santé si une telle étude est lancée sur un secteur donné.

La difficulté est qu'on n'arrive pas vraiment à faire la différence entre les cancers liés à d'autres causes et ceux induits par la présence d'une installation nucléaire ou suite à un événement radiologique. C'est par exemple le cas du radon. Les résultats des études épidémiologiques menées en 2004 dans quatre régions françaises (Auvergne, Bretagne, Languedoc-Roussillon et

Limousin) ont indiqué une augmentation du risque de cancer du poumon liée à l'inhalation de radon, gaz radioactif d'origine naturelle présent dans l'habitat, et ont permis la production de limites concernant le radon.

Le problème des études épidémiologiques est qu'il faudrait les lancer dès le début de l'installation pour avoir un état initial de la santé des populations, ce que l'on n'a jamais. A Fukushima, une étude épidémiologique a bien été lancée dès l'accident sur 2 millions de personnes, mais pour lesquelles on n'avait pas toujours un point zéro. Ce n'est pas un sujet simple.

**Question de M. Philippe VERDIER (ACIRAD-Centre)**

S'il n'existe pas de point zéro établi avant l'installation de la centrale, est-il vraiment trop tard pour engager une étude épidémiologique ? Quid sur Dampierre ?

**Rép. de M. Rémy ZMYSLONY (ASN)**

La question serait probablement à traiter lors d'une prochaine CLI en invitant, par exemple, un spécialiste de l'IRSN

**3/ Intervention de l'IRSN lors de la CLI du 14/10/2014 (sur le sujet des études épidémiologiques)**

**Observations de M. Philippe PERRUCOT (ACIRAD Centre)**

Pour la sécurité de l'ensemble de la population, il serait souhaitable qu'EDF n'ait pas recours à une cascade de sous-traitants et si des études épidémiologiques étaient lancées.

**Rép. de M. Claude de GANAY (Président CLI)**

Cette question est hors sujet et a déjà été débattue, le nombre de sous-traitants étant limité à deux dans les marchés de travaux. Concernant les études épidémiologiques, elles sont lancées par l'Institut de veille sanitaire (INVS).